

Idée à contre-courant Imposer la richesse, ou l'activité¹ ?

Chœur des *Gilets Jaunes* : faire payer les riches et rétablir l'ancien ISF.
Il existe un patrimoine statique, l'épargne. Il ne rapporte rien et coûte à entretenir.
Un autre, dynamique, investi, permet de produire ce qui rapporte.
Imposer le patrimoine est tuer la poule aux œufs d'or.
Seul l'impôt sur les profits est logique. Il peut aider à contrôler une activité humaine qui détruit la Terre.

Un propriétaire paysan ne vendait pas sa maison, sa grange, son champ, ses bœufs. Il vivait de sa production, en vendait et, si possible, économisait pour faire face aux aléas. Le patrimoine a donc deux rôles, statique et dynamique.

Le patrimoine statique

C'est un abri, une protection contre les aléas de la vie, c'est-à-dire la maison et, sous le matelas, le bas de laine où l'on entasse les pièces d'or des économies. C'est un **patrimoine mort**. Il ne rapporte rien à son propriétaire, il ne fait que lui coûter. Il fallait construire la maison, puis l'entretenir, la réparer, l'embellir voire l'agrandir, et maintenant l'isoler. De plus ce bien est soumis aux aléas, incendies, vols, catastrophes. Sa valeur fluctue au gré du marché. C'est seulement lorsqu'on s'en sépare qu'on peut la mesurer objectivement.

Le patrimoine dynamique.

C'est de l'argent investi pour permettre une production. Il est associé au mouvement éternel de la vie. On achète un champ, on sème, cela coûte, mais on vend la récolte, ce qui finalement dégage un revenu, ou une perte, qui conditionnent ou non un bénéfice. Ainsi se crée un perpétuel et variable flux d'argent qui irrigue la société. Ce patrimoine seul rapporte de l'argent.

Taxer le patrimoine?

"Ne puise pas dans la citerne tant que la source coule²"

Le patrimoine statique

Les *Gilets Jaunes* souhaitent revenir à l'ancien ISF³. Ils voudraient donc qu'on continue à taxer les maisons, visible et insultant symbole de richesse pour qui n'a pas de toit. Est-ce vraiment raisonnable, quand tant de citoyens ont du mal à se loger, ou voient leur maison s'effondrer sur eux faute d'entretien ? Qui peut financer les maçons ? L'Etat ? Par les impôts, mais ils ne sont pas ciblés. Ils entrent dans le budget général. Par économie, on construira quelques barres HLM, pas de belles maisons durables. Le public ? Surtout. Sans être riche, un citoyen peut avoir des revenus suffisants pour qu'au moins une banque lui consente un emprunt, qu'il remboursera en 20 ans. Or tout passe, il meurt, le logement reste, maintenant occupé par des smicards, ou squatté. Posséder est fatalement temporaire. Une belle demeure solide est en fait un **patrimoine national** à préserver. La taxer est dissuader qu'on la construise et l'entretienne.

Cette richesse fait le charme et l'attrait du paysage et des villes françaises. Ce patrimoine est le produit de l'épargne d'un pays à partir des revenus de son patrimoine dynamique. C'est une richesse potentielle, éventuellement mobilisable par des emprunts lors de catastrophes, et les français ont en masse accepté d'échanger leur or contre des billets en 1914⁴. En quoi l'avare économe, qui dépense le moins possible et cache son or dans un trou du mur de sa maison, où un inconnu le découvrira quelques siècles plus tard, est-il un tel parasite de la société qu'il faille le déposséder ? La réponse est qu'il est l'ennemi de la consommation, base de notre économie !

Le patrimoine dynamique

C'est pour une grande part de l'argent investi pour qu'il rapporte. Revenir à l'ISF global me semble aussi une erreur. C'est certes pousser à la consommation⁵. Mais cela freine beaucoup l'activité de production qui génère les profits. On comprend qu'une vision consumériste ait fait supprimer la partie mobilière de l'ISF. Taxer les profits plutôt que le capital investi serait peut-être plus judicieux.

¹ Nul besoin de préciser que je ne suis ni économiste ni expert en finances publiques.

² Proverbe de pays arides totalement apocryphe.

³ Impôt sur la fortune

⁴ <https://www.loretlargent.info/or/lor-evince-durant-la-premiere-guerre-mondiale-histoire-de-lor/1588/>

⁵ Pendant la guerre, on finissait une bouteille de vin en disant : "Autant que les boches n'aient pas !" "

L'argent des impôts devrait être utilisé pour les ajustements exigés par le bien-être commun. C'est idéalement le rôle de L'État.

Taxer la source

La production répond à une demande de biens, très souvent artificiellement stimulée par offre soutenue par un habile harcèlement publicitaire. Elle est fonction des investissements qu'on lui consacre. Les bénéfices constituent la seule source naturelle d'argent sur laquelle prélever des impôts. Elle est intarissable tant qu'existe une activité. Eux seuls devraient financer les besoins courants de la société, quelle que soit l'origine des revenus. L'importance du prélèvement peut être modulé pour favoriser les activités qui épargnent la planète, et grever plus lourdement celles qui utilisent des énergies fossiles ou des matériaux rares..

Or les entreprises florissantes ne vivent qu'en donnant du rêve qui détruit l'environnement, sans assurer pour autant les besoins essentiels. On est loin d'utiliser toutes les capacités de son téléphone mais, pour inciter à le changer, les firmes en créent de nouvelles qu'on n'utilisera pas plus. On construit des navires de croisière polluants, des flottilles d'avions qui déversent des flots de touristes ravageurs, qui en apprendraient davantage d'un bon documentaire à la télévision.

Les inégalités de salaire sont devenues indécentes. La population supporte mal que se constituent des fortunes considérables, qui esquivent leur contribution aux dépenses et aux investissements collectifs. Des firmes internationales obtiennent des décisions favorables en corrompant les politiciens. Leurs dirigeants s'offrent des yachts luxueux et des palais dans des îles lointaines. Curieusement, ils ne déclenchent pas d'opprobre, mais sont au contraire admirés et font la une des magazines.

L'impôt sur le revenu idéal est censé prélever une quote-part proportionnelle aux capacités de contribution de chacun. François Hollande avait décidé de prélever 75% des revenus annuels supérieurs à 1 million d'euros. Cette décision a été vue comme une intolérable spoliation et a fait long feu. Comment un citoyen, qui ne peut rêver de tels salaires peut-il accepter que son niveau de vie soit grignoté par l'accumulation de taxes et de dépenses contraintes diverses, sans un sentiment de révolte sourde capable d'éclater un jour sur un rond-point ?

Impôt sur l'activité et écologie

L'Homme est une espèce invasive. Elle n'a plus de régulateurs naturels : les grands fauves ont pratiquement disparu, la médecine s'oppose aux épidémies et les guerres sont encore impuissantes à contrôler sa prolifération. La menace la plus importante pour la survie de l'espèce est la croissance accélérée de la population mondiale. Il faudrait absolument la freiner, car la Terre ne peut plus supporter longtemps les dégâts d'une telle activité humaine. Mais comment inciter à des comportements malthusiens d'immenses populations affamées, aux désirs de consommation accrus, quand sont en plein essor les religions qui préconisent de croître et multiplier ?

Même une société évoluée et riche comme la nôtre demande à toujours plus consommer, sans tenir compte des effets sur l'environnement. Taxe carbone, hausse du prix du gazole et désir d'un plus grand *pouvoir d'achat* ont fait exploser les revendications des Gilets Jaunes. Le pourcentage de nos citoyens pauvres augmente, souvent des femmes seules avec enfants, avec un travail et un logement précaire. Il est urgent qu'ils puissent gagner de quoi vivre décemment. Le rôle de l'État est d'utiliser l'argent de l'impôt pour une redistribution équitable. Mais il doit aussi chercher un meilleur équilibre social. Les citoyens pauvres sont victimes des excès d'une société qui oriente son activité à produire du superflu, aux dépens de ce qui est nécessaire. Il faudrait inverser cette priorité !

Le profit est le moteur. C'est sur lui qu'on peut agir par l'impôt pour orienter l'activité afin d'assurer une meilleure vie à tous les exclus, surtout en leur donnant un travail gratifiant. Or ce sont les machines qui mettent les hommes au chômage. Elles produisent énormément, grâce à une énergie bon marché et polluante, elles garantissent plus de profit que l'emploi des hommes. La commande en ligne remplace le commerçant, bientôt la téléconsultation remplacera le médecin et un robot l'infirmière. L'imposition lourde de ces profits abusifs et destructeurs d'humanité rendrait plus "compétitif" le travail humain nécessaire à l'équilibre et au bien-être social.

Dans cette période de fêtes, la violence des manifestations a induit un désastre économique dans les entreprises commerciales, surtout du luxe, du tourisme. On peut ainsi mesurer le poids de la surconsommation dans l'économie mondiale, et les ruptures d'équilibre qui seraient nécessaires si l'on souhaitait vraiment diminuer l'impact de l'activité de l'Homme sur sa propre survie sur la Terre.

Comprendre l'impôt est mieux l'accepter. La simplicité d'un prélèvement est un atout. L'impôt sur ses profits pourrait être modulé en fonction des dommages que l'activité inflige à l'environnement.

Quelle que soit la manière de collecter le trésor public, il doit être redistribué dans l'intérêt commun en fonction des lois et des contrôles d'une démocratie. On la souhaiterait plus sage et moins sensible aux pressions des puissants lobbies industriels et commerciaux

Utopie ?